

Production de biens et offres de services en forêt méditerranéenne

Enjeux du transfert et transfert des enjeux entre gestionnaires et chercheurs

par Pierre DÉRIOZ

Voici la communication conclusive de Foresterranée'08 : « Un enjeu à partager entre chercheurs et gestionnaires : la production durable de biens et de services en forêt méditerranéenne », que Pierre Dérizoz nous avait magistralement présentée le 28 novembre 2008 au Domaine de l'Etang des Aulnes à l'issue de nos rencontres.

Comme le suggère ce titre, l'ambition du colloque Foresterranée 2008 était à tout le moins double, puisqu'il s'agissait tout à la fois d'inscrire la réflexion dans la problématique complexe de la multifonctionnalité ancienne et revendiquée de la forêt méditerranéenne, envisagée sous l'angle, plus économique que sociologique, de la production diversifiée de biens et de services, et d'adopter comme fil conducteur la question non moins épineuse du transfert – de l'information, des connaissances, des savoirs et savoir-faire – entre chercheurs et gestionnaires. Les quatre thématiques retenues pour explorer les modalités, les moyens, les effets, mais aussi les carences de ce transfert contribuaient encore à brouiller les cartes, dans la mesure où, si deux d'entre elles renvoiaient bien aux biens et services produits (contribution de la forêt à la production d'énergie et offre récréative), les deux autres relevaient plutôt du risque et de sa gestion (incendies) ou de l'ajustement des démarches productives à l'hypothèse – probable mais pleine d'incertitude – d'une nouvelle donne climatique.

Toutefois, quelle que soit la thématique et quel que soit le « point de vue » présenté — celui du sociologue (Laurent Auclair), de l'écologue (Jacques Blondel) ou de l'économiste (Jean-Paul Chassany) — il est apparu d'emblée, dès l'exposé introductif d'Yves Birot, combien la relation entre chercheur et gestionnaire était une relation complexe, fort éloignée du modèle simpliste d'une science produite par les seuls chercheurs et transférée vers les gestionnaires après avoir subi un double processus de « vulgarisation » et de « conversion à l'opérationnalité » : récusé dès les ateliers préparatoires, ce schéma avait fait surgir d'au-

tres termes que celui de transfert, ceux de *diffusion* et de *circulation* de l'information, selon des cheminements multiples et réversibles, ceux de dialogue, d'échange et de partage des savoirs. L'image d'un « transport » de connaissances entre chercheurs et gestionnaires incluait ainsi d'emblée l'idée que « *les camions ne rentraient jamais à vide* ».

Complexé, cette relation l'est aussi parce qu'il s'agit manifestement d'un ménage à trois, au sein duquel chercheurs et gestionnaires sont les uns comme les autres confrontés aux autres composantes d'une société elle-même plurielle, à laquelle ils appartiennent aussi. Dans cette perspective triangulaire, la genèse des questions et des programmes de recherche — si les questions sont gratuites, les programmes sont coûteux — semble relever de mécanismes compliqués dans lesquels interagissent une demande sociale toujours difficile à apprécier, les besoins opérationnels exprimés par les gestionnaires, le lobbying des chercheurs pour faire financer leurs recherches et les arbitrages politiques.

L'un des mérites de ce colloque aura ainsi été de démontrer que cette thématique de la circulation de l'information scientifique représentait en elle-même un champ particulièrement riche de recherche et d'expérimentation, notamment pour les sciences humaines et sociales, autour de la définition des modes de production de la connaissance scientifique, autour des principes de son évaluation (en écho au débat contemporain très vif qui traverse à ce sujet l'ensemble du monde des chercheurs), comme autour de ses voies de diffusion et de mise en œuvre opérationnelle. En matière de forêt méditerranéenne, ces deux journées ont permis de poser quelques jalons, et, sans prétendre l'épuiser, de mieux délimiter la problématique du transfert.

Quels transferts et quelle information ?

Au-delà de la question posée en introduction, s'impose d'emblée le constat que la recherche n'existe pas sans transfert, celui opéré entre chercheurs et gestionnaires n'étant que l'une des modalités possibles de cet enjeu de connaissance fondamental. Les chercheurs ont déjà fort à faire pour assurer entre eux un transfert satisfaisant des

démarches et résultats de chacun, par l'intermédiaire de publications et de participations à des colloques, dont le système d'évaluation — actuellement en débat — est sensé mesurer simultanément la qualité et l'amplitude du rayonnement, les deux se confortant mutuellement. Mais les choses deviennent beaucoup plus compliquées lorsqu'il s'agit de transferts interdisciplinaires, entre disciplines voisines — et parfois rivales — (BARRUÉ-PASTOR, 1992), a fortiori entre disciplines éloignées, par exemple entre branches des sciences « dures » et domaines relevant des sciences humaines et sociales.

Des problèmes similaires se retrouvent dans les échanges entre les différentes catégories de gestionnaires et de praticiens. Comme pour les chercheurs, se pose la question des échanges entre spécialités et entre corps différents. Comme pour les chercheurs, les recettes du « faire savoir » sont parfois impuissantes à assurer la transmission des savoirs et des savoir-faire dans l'espace : entre traditions et écoles de pensée nationales différentes, entre pays du Nord et pays du Sud... ; comme dans le temps : comment remobiliser les ressources de l'immense gisement des publications anciennes, pour certaines toujours pertinentes, mais aujourd'hui peu accessibles (numéros de revues épuisés, formats papier exclusifs, voire données sous des formats informatiques obsolètes devenus à peu illisibles...) ?

Quant au transfert vers la “société civile”, gestionnaires et chercheurs se heurtent encore aux mêmes difficultés, celle du manque de temps disponible pour les activités de « vulgarisation », celle de l'exactitude et de la qualité du message au risque de sa simplification et de la mise en œuvre des stratégies de communication, celle, enfin, du niveau d'intérêt et de la capacité d'écoute de la société par rapport aux informations délivrées... Car, dans le transfert, l'information change toujours de contenu, sinon même de nature ; sa simplification tend à l'appauvrir, à en gommer les nuances, à en atténuer la complexité. Mais dans le même temps, son inévitable confrontation avec d'autres champs de connaissance et d'autres problématiques est aussi susceptible de l'enrichir par élargissement et hybridation : dans un contexte où l'évolution de la recherche scientifique pousse toujours plus avant dans la segmentation des domaines d'investigation et l'hyperspecialisation des démarches, ce sont en définitive les procédures d'échange et de transfert qui assurent tant bien que mal

la fonction d'intégration et de reconstruction d'approches plus synthétiques, à défaut d'être véritablement holistiques.

Encore faut-il que la « marchandise » ne soit pas frelatée et présente, quelle que soit la nature de l'information qui la compose (fondamentale, appliquée, technique...) toutes les garanties de sérieux et de fiabilité, tout particulièrement si elle doit être réinvestie à l'extérieur de son champ disciplinaire initial de production : l'évaluation des acquis de la recherche représente une condition nécessaire de leur transfert, et s'opère selon des modes différents. Outre un mode économique, particulièrement lié à la recherche technologique, qui mesure la valeur des résultats de recherche en termes de rentabilité des process et des produits commercialisables qui en découlent, coexistent un mode « interne » et un mode « ouvert », qui ne se rencontrent pas toujours aussi souvent qu'ils le devraient. En mode interne, l'excellence des travaux des chercheurs et des équipes est appréciée par des pairs, à travers les publications dans des revues de haut niveau (internationales de rang « A », majoritairement anglo-saxonnes), au sein d'une même discipline, sinon même d'un même domaine « pointu ». Le mode ouvert, souvent moins valorisé en ce qu'il correspond davantage à des démarches de « recherche appliquée » ou de « recherche-action-formation », renvoie à des transferts plus largement tournés vers les praticiens et le public, et mesure diverses formes d'utilité sociale directe, dans la capacité de la recherche à prendre en charge des enjeux de société, c'est-à-dire à aider à leur formulation sous la forme de questions précises, et à travailler en partenariat à résoudre ces questions.

Un métier à part entière ?

Dans cette dernière posture, chercheurs comme gestionnaires, se trouvent directement confrontés aux enjeux épistémologiques et pratiques du transfert, qui ont conduit plusieurs participants à Foresterranée à insister sur les compétences spécifiques qu'il requerrait, et donc sur le fait qu'il représentait en lui-même un métier à part entière. Métier dont relèvent, sans aucun doute, l'activité des rédacteurs des revues de vulgarisation scientifique, l'animation du module sur la

communication de l'expérience Fire Paradox par l'Ecole de journalisme et de communication de Marseille, ou encore la praxis des ingénieurs et des techniciens des organismes de développement comme l>IDF¹ (PICARD, 2007) ou le FCBA², mais qui se voit peu reconnu en tant que tel dans les laboratoires de recherche.

Le travail de ces « relayeurs » (GOSSELIN, 2007), ou de ces « intégrateurs » comme les qualifie Eric Rigolot, consiste d'abord à organiser et à renforcer la *connaissance réciproque* évoquée par Yves Birot, en identifiant et en dépassant les représentations des uns et des autres sur leurs propres pratiques comme sur celles de leurs partenaires, que les discours tenus ramènent parfois à de véritables clichés : ces deux journées ont certes donné l'occasion de retrouver au détour des débats deux personnages bien connus, le « *chercheur-dans-sa-tour-d'ivoire* », et le « *technicien-nez-dans-le-guidon* », mais également de constater que ces caricatures étaient bien impuissantes à décrire la diversité des postures des uns comme des autres. Cette connaissance mutuelle procède à la fois d'une volonté et d'un besoin, volonté de construire des partenariats de recherche – le plus en amont possible, en anticipant sur le transfert par l'élaboration en commun chercheurs/ gestionnaires des questionnements et des protocoles – besoin réciproque, identifié, de connaissance finalisée. Sans cette combinaison d'une envie et d'une nécessité de l'échange, source de l'indispensable « bonne volonté » sur laquelle insiste Eric Rigolot, il ne semble pas possible de mettre en place les éléments de culture commune (ALEXANDRIAN, RIGOLOT, 2005) qui servent de socle au transfert.

De toute évidence, le premier de ces éléments a trait à la construction d'un code de communication partagé, d'un langage qui permette de se comprendre entre disciplines et professions différentes. Malgré les efforts des orateurs, les présentations des points de vue du sociologue, de l'économiste, de l'écolo-gue, du forestier ou du géographe ont toutes laisser poindre des concepts ou des formes de raisonnement propres à leur discipline, et peu compréhensibles pour le reste de l'assistance, pas forcément au fait de ce qu'est « *un éditeur de combustible* », de la réalité que désignent les termes de « *méta-climax* » ou de « *connexité* », et de ce qu'il faut entendre par « *internalisation des externalités* ». Non qu'il faille pour autant consi-

1 - Institut pour le développement forestier
2 - Institut technologique Forêt Cellulose Bois-Construction Ameublement, né en 2007 de la fusion de l'AFOCEL et du CTBA.

dérer que l'on a affaire à d'incompréhensibles jargons : le transfert, c'est justement avant toute chose un travail de traduction, de transposition, d'explication et d'assemblage des informations ou des concepts produits par des disciplines distinctes, qui peut être conduit par des professionnels de la communication et des spécialistes de l'interface — mais ils sont en définitive peu nombreux, quinze ingénieurs IDF pour la France entière par exemple — mais qui s'accomplit en définitive souvent grâce à l'œuvre de « passeurs de frontières », pour reprendre la belle expression de Marcel JOLLIVET (1992).

Sans doute n'était-ce pas un hasard si parmi les intervenants de cette édition de Foresterranée se trouvaient par exemple un agronome « qui avait beaucoup travaillé avec des sociologues », ou des géographes qui faisaient œuvre d'historiens. Bernard KALAORA et Raphaël LARRÈRE (1989), s'interrogeant sur les modalités du dialogue entre sciences sociales et sciences de la nature, prennent soin de distinguer trois stades : le simple débat interdisciplinaire, dans lequel chacun reste fondamentalement sur ses positions, les diverses formes de consensus qui peuvent se cristalliser autour de la prééminence reconnue de l'une des disciplines concernées, et des entreprises plus libres et plus aventurieuses, qui élaborent, « *sans repères et sans filet, un nouvel objet scientifique, un domaine autonome, une sorte de "zone libérée"* aux marges des disciplines concernées. Tant qu'il y aura des frontières, concluent-ils, il y aura des douaniers. Tant qu'il y aura des douaniers, il y aura des contrebandiers. » La prise de risque de ces « *contrebandiers* » est, de fait, bien réelle, par rapport aux institutions de leur discipline d'origine et à leurs évaluateurs, mais aussi vis-à-vis de leurs partenaires, particulièrement s'ils se situent sur le versant opérationnel et ont des attentes précises en matière d'efficacité et de pertinence des apports de la recherche. Aussi importe-t-il de bien cerner les conditions de cet échange, et de repérer les démarches et les outils qui le favorisent.

Modes, objectifs et outils du transfert

Derrière la notion de transfert, dont on a bien compris qu'il n'était jamais à sens unique, se dessinent trois modes distincts, que recoupent trois logiques différentes, en

fonction d'objectifs multiples. Peu évoqué durant ces deux journées — était-il trop évident pour apparaître autrement que de manière implicite ? — le premier mode du transfert demeure celui de la formation, initiale ou continue, dans lequel la transmission de connaissances diversifiées repose souvent sur la combinaison des approches pédagogiques de plusieurs formateurs, au profil disciplinaire plus ou moins spécialisé. Les formations professionnalisantes, et les stages qu'elles impliquent, mordent partiellement sur le deuxième mode du transfert, qui recouvre l'acquisition d'informations nécessaires à l'évolution de la pratique professionnelle de chacun, apprentissage d'un nouveau matériel pour le forestier de terrain ou prise en main d'un nouveau logiciel pour le chercheur — et vice versa — mais aussi prise en compte pour les uns comme pour les autres des nouvelles conditions induites par le changement climatique. Parfois difficile à distinguer du précédent, le troisième mode repose davantage sur le volontariat, l'ouverture d'esprit et le désir d'échange, valeurs fondamentales qui servent de terreau original à des associations comme Forêt Méditerranéenne ou l'AIFM.

La logique de transfert qui prévaut dans ce dernier cas est celle du *réseau*, qui réunit des partenaires d'origine disciplinaire et professionnelle différente autour d'un objet commun, large — l'ensemble des problématiques de la forêt méditerranéenne — ou davantage circonscrit, la gestion de l'espace en fonction du risque d'incendie pour le Réseau Coupures de combustible³, ou la recherche en forêt méditerranéenne pour le réseau EFIMED. Ce fonctionnement en réseau se place à l'intersection des logiques de *filière*, comme pourrait s'en formaliser une autour des exploitations énergétiques du bois, dans lesquelles la circulation de l'information se structure plutôt de manière verticale, entre un amont sylvicole et producteur, et un aval transformateur et utilisateur. Avec la montée en puissance des structures intercommunales — Parc naturels régionaux, Pays, Communautés de communes et d'agglomération... — et leur prise en compte progressive des questions forestières (DÉRIOZ, 2007), se manifestent enfin parfois des logiques *territoriales*, multithématisques, interdisciplinaires et multi-acteurs, mais appliquées, par exemple, au périmètre spatial d'une Charte forestière de territoire (ETD, 2006). La question de l'accueil du public et des usages récréatifs de la forêt, par exemple, semble

3 - Cf. Etienne, Rigolot, 2001 ; Etienne, Armand, Grudé et al., 2002

souvent abordée dans ce cadre là, à l'échelle intercommunale ou même départementale (Bouches-du-Rhône), même si l'expérience initiée par Forestour⁴ s'inscrit, avec ses deux collèges (propriétaires forestiers et « sympathisants »), à l'intersection d'une logique de filière et d'une logique de réseau.

De même que les logiques sont susceptibles de s'entrecroiser, les objectifs du transfert peuvent se combiner, et ils ne paraissent pas toujours clairement définis, entre meilleure compréhension des enjeux écologiques ou socio-économiques, aide à la décision pour les propriétaires, les élus ou les gestionnaires, sensibilisation du public, mise à niveau en matière règlementaire, et recherche de solutions techniques en lien avec la conduite sylvicole des peuplements, leur exploitation, ou encore la mise en marché et la transformation des bois produits... Les effets de décalage sont parfois saisissants entre l'offre des uns et les attentes des autres : ainsi, sur la thématique particulièrement prégnante des effets prévisibles du changement climatique, abordée au cours de la quatrième demi-journée, les interrogations du praticien portent déjà sur les options sylvicoles à privilégier, voire sur les possibles conséquences pédologiques de ces options sylvicoles⁵, quand les scientifiques en sont encore à prendre toute la mesure, par l'observation, des bouleversements climatiques en cours, de manière à pouvoir les modéliser, pour tenter de prédire ce que pourrait être la réponse – différenciée – des écosystèmes, que l'on commence par ailleurs à observer sans toujours être certain de l'interpréter correctement. A la demande d'informations « *concrètes* » et opérationnelles du gestionnaire au chercheur, répondait l'offre de partenariat du chercheur pour parvenir ensemble à « *élaborer les bonnes questions* »...

Aucune méthode normée pour le pilotage de ces partenariats, au demeurant, ne s'est dégagée de ces journées. Mais certains facteurs, que l'on retrouve dans plusieurs des expériences qui ont été présentées, semblent en mesure de contribuer efficacement à leur mise en place. Plusieurs contributions ont ainsi souligné le rôle de catalyseur du *terrain*, en tant que lieu d'observation directe permettant d'élaborer une formulation commune des problématiques, en tant qu'atelier collectif d'expérimentation, et en tant que site de démonstration : de toute évidence, c'est en bonne part à la faveur des « bases estivales » scientifiques et des séquences de

démonstration de Fire Paradox, ou sur les quinze « sites de démonstration » sur la gestion des parcours pastoraux embroussaillés⁶ de l'Unité commune de programme « Pastoralisme méditerranéen » (GOUTY & GAUTIER, 2007), que le croisement des regards a progressivement permis de forger des approches et une culture commune du brûlage dirigé ou des pratiques pastorales. Autant qu'aux lieux qu'elles investissent, ces séquences de terrain correspondent d'ailleurs à des moments privilégiés d'observation, d'échange et de confrontation, dont font également partie les sessions de formation ou les temps forts du fonctionnement des réseaux (ateliers, séminaires, rencontres, colloques...), à l'image des Foresterranée successifs et des diverses manifestations qui les précèdent. L'intérêt des supports « pédagogiques » – ouvrages de vulgarisation, DVD, sites internet... – parfois issus de ces expertises collectives, a été plusieurs fois soulignée, et leur rareté parfois déplorée. Certains concepts, enfin, comme celui, très ouvert, de paysage (DÉRIOZ, 2008), ou encore celui de multifonctionnalité de la forêt méditerranéenne, parce qu'ils appellent le débat, mais que leur trivialité même n'inhibe pas la parole des acteurs – à la différence de concepts plus clairement techniques ou scientifiques – semblent offrir aux échanges et au transfert des plateformes privilégiées, plus ou moins opératoires selon les thématiques considérées.

Des dispositifs de transfert plus ou moins élaborés et aboutis selon les enjeux de la forêt méditerranéenne

Dans la diversité des thèmes qui avaient été retenus pour explorer la question du transfert, ce Foresterranée s'était voulu ambitieux, en posant de manière globale la question de la production de biens et de services en forêt méditerranéenne, tout en organisant des présentations à deux ou trois voix – chercheurs, gestionnaires, formateurs, propriétaires... – sur les questions du feu, des usages énergétiques de la biomasse forestière, des vocations récréatives des espaces forestiers et des adaptations sylvicoles à envisager par rapport au changement climatique. Pari gagné, dans la mesure où par son amplitude même, cet éventail thé-

4 - Cf. www.forestour-paca.org

5 - Le choix éventuel de raccourcir les révolutions ne risque-t-il pas d'appauvrir les sols ?
6 - Unité de recherche-développement regroupant CERPAM (Centre d'études et de réalisations Alpes-Méditerranée), Institut de l'Elevage et SUAMME (Service d'utilité agricole montagne méditerranéenne élevage), en collaboration avec d'autres partenaires (ADASEA, Chambres d'agricultures, éleveurs, collectivités locales...).

7 - La contribution de Paul Arnould et Corina

Calugaru a en outre confirmé la place marginale dévolue à la forêt méditerranéenne dans cette histoire de la prise en compte de la multifonctionnalité forestière.

7' - Voir aussi le "Manifeste de la forêt méditerranéenne", issu des travaux de Foresterranée'05

Forêt Méditerranéenne, Tome XXVII, numéro 2, juin 2006, pp. 196-200, ou sur www.foret-mediterraneenne.org/ManifesteFMcoul.pdf

8 - Cf. contribution de Jean-Paul Chassany

9 - Cf. notamment contributions de Jacques Blondel et Jacques Lepart.

10 - Travaux qu'elle souhaite prolonger par la constitution d'un réseau de veille, d'échanges et de communication :

"Changements climatiques et forêt méditerranéenne", dont la mise en place se fera en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés.

11 - RMT « Forêts face au changement climatique », qui réunit une douzaine de partenaires :

AgroParistech ENGREF (Centre de Nancy), Cemagref, Chambre d'Agriculture de la Sarthe, CNPPF/IDF, Ecofor, IEFC, IFN, INRA, Institut FCBA,

Lycée forestier de Meymac, ONF et Société forestière de la caisse des dépôts et consignations, dont les travaux démarrent en mars 2009, avec cinq axes d'investigation et d'échange : stations forestières, facteurs de vulnérabilité des peuplements, valorisation et conservation du patrimoine génétique, croissance et sylviculture, et conséquences économiques sur la production forestière.

matique a permis de faire un état des lieux assez complet et nuancé des domaines qui faisaient l'objet d'un consensus plus ou moins large, de ceux qui faisaient davantage débat, et de ceux pour lesquels les questions de transfert butaient sur l'ampleur des incertitudes – celles des chercheurs comme celles des gestionnaires. Le caractère multifonctionnel de la forêt méditerranéenne, si tardivement pris en compte au plan politique et institutionnel (BRÉDIF 2008)^{7,7} a semblé par exemple unanimement reconnu comme l'un des caractères spécifiques de la forêt méditerranéenne, l'un de ses atouts également, par la diversité des produits et des aménités qu'elle était en mesure d'offrir ; mais les principes d'évaluation de ces aménités non marchandes, comme les voies de leur « marchandisation »⁸ font en revanche l'objet de lectures différentes, sinon même contradictoire. Non traitée en tant que telle, mais revenue pourtant à plusieurs reprises, la question de la définition de la biodiversité et celle de son évaluation restent de même assez controversées⁹. Quant aux effets prévisibles du changement climatique, j'ai souligné plus haut la part importante des incertitudes dans les recherches en cours.

Au final, le processus de co-construction et de partage des savoirs entre chercheurs, développeurs et gestionnaires s'est avéré inégalement avancé selon les problématiques : dans les domaines du pastoralisme (et du sylvo-pastoralisme), comme dans celui de la lutte contre les incendies (rôle de l'Entente et de son Conseil scientifique, réseau « Brûlage dirigé », programme Fire Paradox), les habitudes de travail en commun interdisciplinaire et interprofessionnel, de la recherche à la mise en œuvre en passant par l'expérimentation, sont anciennes et riches, et les réseaux de partenariat ouverts, évolutifs et actifs. Avec un budget de 13 millions d'euros sur quatre ans, le programme Fire Paradox, dont la diffusion des acquis de recherche est l'un des objectifs explicites, témoigne aussi utilement de la nécessité de mobiliser des moyens – financiers, techniques, humains – pour assurer efficacement cette mission de transfert.

En matière d'utilisation énergétique de la biomasse forestière, les contributions présentées ont davantage montré des collaborations en émergence, avec une remontée progressive des questionnements de l'aval de la filière vers les problèmes de mobilisation de la ressource et de sylviculture, qui ne parviennent pas encore à combler le décalage entre

de nombreuses innovations techniques (rendement des chaufferies, matériels de récolte...) et les interrogations des propriétaires forestiers face aux coûts de gestion de leur forêt et à la médiocrité des revenus qu'ils en escomptent. Sans doute est-ce faute d'une modélisation technico-économique d'ensemble de la filière, qui permettrait de mieux cerner la place qu'elle pourrait tenir dans la satisfaction de la demande énergétique. A cette approche globale encore imparfaite fait également défaut une réflexion conjointe avec les scientifiques – écologues, mais aussi historiens – sur ses impacts environnementaux (biodiversité, reconstitution de la biomasse forestière...) en fonction du niveau de prélèvement envisagé : en quelques années de recours au gazogène, sous l'occupation, les Français ont consommé en région méditerranéenne près d'un demi-siècle de reconquête et de densification forestière, rappelait à ce propos Jacques Lepart. En choisissant pour 2009 la thématique « Energie-Forêts-Territoires », l'association Forêt Méditerranéenne devrait contribuer à l'élargissement des réflexions en cours, comme elle l'a fait en 2007 en matière de changement climatique¹⁰. Dans ce domaine-là, quelques segments d'observation et de recherche partenariale sont aussi en phase de construction, un peu dans l'urgence, à l'image du Réseau mixte technologique sur l'adaptation de la forêt au changement climatique coordonné par l'IDF¹¹, ou du réseau Phénoclim, qui mobilise le grand public pour le suivi en continu de la réponse des écosystèmes de montagne¹². L'ampleur des incertitudes, que rappelait François Lefèvre, comme la nécessité de produire de l'information à partir de l'observation directe des phénomènes, mais aussi la mobilisation de l'opinion autour de ces questions, devraient pousser à développer les partenariats.

En matière de prise en compte des usages récréatifs, enfin, les choses paraissent plus embryonnaires, et les initiatives plus ponctuelles. Les nombreuses collaborations mises en place en ce qui concerne les forêts publiques du département des Bouches-du-Rhône, par exemple, ne trouvent guère d'équivalent à l'échelle des propriétaires forestiers, et les résultats de la recherche sur le sujet semblent mal connus. Face à ce qui leur apparaît tantôt comme une opportunité, tantôt comme une contrainte subie, les propriétaires manquent d'outils de développement permettant d'appréhender le phénomène dans ses dimensions sociologiques,

juridiques, commerciales, sylvicoles et écolosques. Mais, en dépit d'initiatives comme celles de Forestour et du réseau « tourisme en forêt », on retombe en définitive, là aussi, sur le problème récurrent, sous-jacent pour l'ensemble des problématiques de la forêt méditerranéenne, de la méconnaissance d'ensemble de la population des propriétaires forestiers, et de la difficulté à les contacter et à les mobiliser, à leur oubli parfois, lorsque s'amorcent des démarches coordonnées comme celles visant à la mise en place des Plans départementaux des espaces, sites et itinéraires (PDESI). Il s'agit là d'un chantier de recherches essentiel, dans lequel les sciences humaines et sociales ont probablement beaucoup à apporter, et dont les résultats pourraient éclairer l'ensemble des logiques partenariales, qu'elles s'inscrivent dans des réseaux, des filières ou des territoires.

P.D.

Références

- Alexandrian D., Rigolot E., 2005. Construire une culture du feu : Fire Paradox, le nouveau programme intégré de l'union européenne, *Forêt Méditerranéenne*, t. 26, n°3, pp. 270-271.
- Barrué-Pastor M., 1992. L'interdisciplinarité en pratique, in "Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières", M. Jollivet dir., Paris, CNRS ed., pp. 457-475.
- Brédif H., 2008. Contribution à l'élaboration d'une approche stratégique de la multifonctionnalité des forêts, FCBA – ENS LSH – INRA/MONA – Note de synthèse, avec la participation de A. Bailly, M. Valenzisi, P. Arnould, C. Calugaru, O. Nougarède, 20 p., disponible en ligne (<http://www.fcba.fr>)
- Dérioz P., (2008). L'approche paysagère : un outil polyvalent au service de l'approche opérationnelle et interdisciplinaire des problématiques environnementales, Actes des Premières Journées Scientifiques ARPEnv (Association pour la Recherche en Psychologie Environnementale) « Interdisciplinarité et gestion environnementale : partage d'expériences autour de la psychologie environnementale », Université de Nîmes, 6-7 juin 08, Cdrom UNimes/ARPEnv/Éco-Psy & disponible en ligne (<http://www.edu-crea.fr/arpenv/arpenv.swf>), 23 p.
- Dérioz P., 2007. Quelle place pour la forêt méditerranéenne dans le « millefeuille » des territoires en Haut-Languedoc héraultais ?, actes du Séminaire « La forêt méditerranéenne, un atout pour le développement des territoires », La-Salvetat-sur-Agout, 8 et 9 mars 2007, *Forêt Méditerranéenne* t. XXVIII, n°2, pp. 143-154.
- E.T.D. (Entreprises Territoires et Développement), 2006. Forêts et Territoires, « Les notes de l'observatoire », ONF / FNCofor / Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 18 p., téléchargeable sur <http://www.projetdeterritoire.com>
- Kalaora B., Larrère R., 1989. Les sciences sociales et les sciences de la nature au péril de leur rencontre, in "Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui", N. Mathieu et M. Jollivet dir., Association des Ruralistes Français, A.R.F. ed. / L'Harmattan, pp. 81-89.
- Jollivet M. (éd.), 1992. *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*, Paris, CNRS, 589 p.
- Etienne M., Rigolot E., 2001. Méthodes de suivi des coupures de combustible, *Réseau Coupures de combustible* n°1, éd. de la Cardère, 63 p.
- Etienne M., Armand D., Grudé A. (et alii), 2002. Des moutons en forêt littorale varoise, *Réseau Coupures de combustible* n°5, éd. de la Cardère, 73 p.
- Gosselin M., 2007. Intégrer les besoins du gestionnaire dans les recherches, transférer les résultats : comment procède le chercheur ? IDF-GIP Ecofor-MEDDMAP, Journée du transfert, rencontres chercheurs-gestionnaires, Paris, 22 mai 2007, fichiers téléchargeables sur : <http://www.gip-ecofor.org>
- Gouty A.L., Gautier D. (coord.), 2007. *Broussaille et pâturage, un autre regard. 15 exemples de valorisation par les troupeaux des parcours embroussaillés du Sud de la France*, CERPAM – Institut de l'Elevage – SUAMME, coll. Techniques Pastorales, Institut de l'Elevage, non paginé.
- Picard O., 2007. Etre à l'écoute du bruit « sourd » du terrain & Quelques exemples de transfert réussis, IDF-GIP Ecofor-MEDD-MAP, Journée du transfert, rencontres chercheurs-gestionnaires, Paris, 22 mai 2007, fichiers téléchargeables sur : <http://www.gip-ecofor.org/>
- 12 - Piloté par le CREA (Centre de recherches sur les écosystèmes d'altitude), ce programme tout à la fois scientifique et pédagogique, qui s'appuie sur le public pour mesurer l'impact du changement climatique sur la végétation montagnarde, a été lancé en 2004.



Photo 1 :

En organisant des journées sur le thème "Changement climatique et forêt méditerranéenne", l'association Forêt Méditerranéenne a permis une réflexion conjointe entre scientifiques, gestionnaires et société civile. La manifestation avait rassemblé près de 400 participants.
Photo DA

Pierre DÉRIOZ
Maître de conférences
en Géographie
Université d'Avignon
et des Pays
de Vaucluse
Mél : pierre.derioz@univ-avignon.fr

Résumé

Foresterranée 2008 s'inscrivait à la fois dans le cadre général de la multifonctionnalité de la forêt méditerranéenne, envisagée sous l'angle, plus économique que sociologique, de la production diversifiée de biens et de services, et dans un questionnement sur les modalités du transfert – de l'information, des connaissances, des savoirs et savoir-faire – entre chercheurs et gestionnaires, à travers les thématiques de la gestion du risque incendie, de la contribution de la forêt à la production d'énergie, de l'ajustement des démarches productives au changement climatique et des fonctions récréatives de la forêt. L'article, en forme de synthèse de ces journées, souligne la complexité de la relation triangulaire et interactive nouée entre chercheurs, gestionnaires et société. Il insiste sur la multiplicité des transferts (entre disciplines, entre chercheurs et gestionnaires, entre gestionnaires et public, etc.) qui s'opèrent et sur les transformations de l'information qui résultent de ces échanges. Souvent pris en charge par des « passeurs de frontières » (entre les différents champs de la connaissance), le transfert peut être regardé comme un métier à part entière, qui suppose la construction d'un code de communication partagé et d'une culture commune, dans laquelle l'élaboration d'outils spécifiques et la pratique de terrain jouent un rôle essentiel. Trois logiques – celle du réseau, celle de la filière et celle du territoire – éventuellement combinées, président à la structuration de ces transferts comme à la co-construction et au partage des savoirs entre chercheurs, développeurs et gestionnaires, processus qui s'avère inégalement avancé selon les problématiques : dans les domaines du pastoralisme (et du sylvo-pastoralisme), comme dans celui de la lutte contre les incendies (rôle de l'Entente et de son Conseil scientifique, réseau « Brûlage dirigé », programme Fire Paradox), les habitudes de travail en commun interdisciplinaire et interprofessionnel, de la recherche à la mise en œuvre en passant par l'expérimentation, sont anciennes et riches, et les réseaux de partenariat ouverts, évolutifs et actifs. En matière d'utilisation énergétique de la biomasse forestière, les contributions présentées ont davantage montré des collaborations en émergence, avec une remontée progressive des questionnements de l'aval de la filière vers les problèmes de mobilisation de la ressource et de sylviculture, qui ne parvient pas encore à combler le décalage entre de nombreuses innovations techniques (rendement des chaufferies, matériels de récolte...) et les interrogations des propriétaires forestiers face aux coûts de gestion de leur forêt et à la médiocrité des revenus qu'ils en escomptent. En matière de prise en compte des usages récréatifs, les choses paraissent plus embryonnaires et les initiatives, comme celles de Forestour et du réseau « tourisme en forêt », plus ponctuelles, en grande partie à cause du problème récurrent, sous-jacent pour l'ensemble des problématiques de la forêt méditerranéenne, de la méconnaissance d'ensemble de la population des propriétaires forestiers et de la difficulté à les mobiliser.

Sans doute est-ce faute d'une modélisation technico-économique d'ensemble de la filière, qui permettrait de mieux cerner la place qu'elle pourrait tenir dans la satisfaction de la demande énergétique. A cette approche globale encore imparfaite fait également défaut une réflexion conjointe avec les scientifiques – écologues, mais aussi historiens – sur ses impacts environnementaux (biodiversité, reconstitution de la biomasse forestière...) en fonction du niveau de prélèvement envisagé : en quelques années de recours au gazogène, sous l'occupation, les Français ont consommé en région méditerranéenne près d'un demi-siècle de reconquête et de densification forestière, rappelait à ce propos Jacques Lepart. En choisissant pour 2009 la thématique « Energie-Forêts-Territoires », l'association Forêt Méditerranéenne devrait contribuer à l'élargissement des réflexions en cours, comme elle l'a fait en 2007 en matière de changement climatique. Dans ce domaine là, quelques segments d'observation et de recherche partenariale sont aussi en phase de construction, un peu dans l'urgence, à l'image du Réseau Mixte Technologique sur l'adaptation de la forêt au changement climatique coordonné par l'IDF¹, ou du réseau Phénoclim, qui mobilise le grand public pour le suivi en continu de la réponse des écosystèmes de montagne². L'ampleur des incertitudes, que rappelait François Lefèvre, comme la nécessité de produire de l'information à partir de l'observation directe des phénomènes, mais aussi la mobilisation de l'opinion autour de ces questions, devraient pousser à développer les partenariats.

1 - RMT « Forêts face au changement climatique », qui réunit une douzaine de partenaires : AgroParistech ENGREF (Centre de Nancy), Cemagref, Chambre d'Agriculture de la Sarthe, CNPPF/IIDF, ECOFOR, IEFC, IFN, INRA, Institut FCBA, Lycée Forestier de Meymac, ONF et Société forestière de la Caisse des dépôts et consignations, dont les travaux démarrent en mars 2009, avec cinq axes d'investigation et d'échange : stations forestières, facteurs de vulnérabilité des peuplements, valorisation et conservation du patrimoine génétique, croissance et sylviculture, et conséquences économiques sur la production »

2 - Piloté par le CREA (Centre de recherches sur les écosystèmes d'altitude), ce programme tout à la fois scientifique et pédagogique, qui s'appuie sur le public pour mesurer l'impact du changement climatique sur la végétation montagnarde, a été lancé en 2004.